

# « UNE MÉDIATION, SI MADRID L'ACCEPTE »

Pour le chercheur en sciences politiques de l'UCL Vincent Laborderie, difficile de concevoir un dialogue entre les dirigeants actuels à Madrid et à Barcelone. Mais les urnes peuvent en décider autrement.

ENTRETIEN : GÉRALD PAPY

## Quelle est la marge de manœuvre de l'Union européenne pour apaiser la tension entre Madrid et Barcelone ?

Elle est assez faible puisque l'Espagne est un Etat membre. On parle parfois de la Commission européenne comme médiateur mais il ne faut pas oublier qu'il y a un commissaire espagnol et que certains collaborateurs du président de la Commission Jean-Claude Juncker sont également espagnols et proches du Parti populaire (quand ils n'en sont pas membres). On voit ici que l'UE est plus que jamais une union d'Etats et ne place pas les régions et les Etats sur un pied d'égalité. Il faut aussi souligner qu'une médiation ne peut efficacement se faire que si les deux parties l'acceptent. Jusqu'à présent, le gouvernement espagnol l'a toujours refusée et il n'y a pour l'instant pas de signe qu'il change d'avis.

## Le fossé creusé entre les Espagnols et les indépendantistes après la journée du dimanche 1<sup>er</sup> octobre et ses violences ruine-t-il toute possibilité de dialogue futur ?

Effectivement, il est difficile d'imaginer un dialogue entre les dirigeants actuellement au pouvoir à Madrid et à Barcelone. Mais les choses peuvent changer à ces deux niveaux. Au niveau espagnol, il faut avoir à l'esprit que Mariano Rajoy sort extrêmement affaibli de cet épisode alors qu'il dirige un gouvernement minoritaire au Parlement. Celui-ci n'a pu

être investi que parce que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) s'est abstenu pour permettre une sortie de crise après deux élections de suite. Sa gestion de la crise catalane pourrait provoquer la chute du gouvernement à court ou moyen terme. Côté catalan, il est aussi possible que les indépendantistes convoquent des élections régionales avant de déclarer l'indépendance de manière unilatérale. Ils espéreraient sortir renforcés des urnes mais qui sait ? Enfin, il faut voir que la déclaration unilatérale d'indépendance n'est pas une solution : quasiment aucun des Etats européens ne reconnaîtrait le nouvel Etat. Il faudra bien dialoguer à un moment.

## Quelles conséquences aurait au plan européen une déclaration d'indépendance de la Catalogne ?

Une grande confusion et un affaiblissement de l'Union européenne. Celle-ci est souvent présentée, à raison, comme la garante de la paix et de la stabilité sur



Vincent Laborderie : « L'UE ne place pas Etats et régions sur un pied d'égalité. »



Carles Puigdemont (l'indépendantiste) devra bien « dialoguer à un moment ou l'autre ».

le continent et là, elle aurait échoué à prévenir la violence voire la sécession.

## Catalogne, Ecosse, Flandre... Le mouvement naturel des nations ne mène-t-il pas à l'émergence de nouvelles entités ? Modifier les frontières, est-ce si dangereux ?

La création de nouveaux Etats est un phénomène de plus en plus rare. Ainsi, il n'y a eu que quatre nouveaux Etats créés depuis 1993. La raison en est précisément que le système international est très conservateur : le respect de la souveraineté des Etats est un principe cardinal et l'on craint qu'une indépendance obtenue trop facilement ne donne des idées à d'autres. A mon sens, il n'y a pas de « mouvement naturel » qui mènerait à la création de nouveaux Etats. En revanche, on observe une tendance à davantage d'autonomie pour certaines régions et des tensions à l'intérieur des Etats pour obtenir cette autonomie. Mais les demandes indépendantistes sont à l'arrivée assez rares et toujours le fruit de circonstances exceptionnelles. ♦